

# Concessions sans fin : le penchant de l'Espagne pour le Maroc

## 24.03.2022 Concessions sans fin : le penchant de l'Espagne pour le Maroc

La décision récente de l'Espagne n'a pas grand-chose à voir avec la paix au Sahara Occidental et tout à voir avec son désir de réparer les liens avec le Maroc. Mais, en fin de compte, l'Espagne n'a fait que se rendre plus vulnérable à la pression marocaine.

Le 19 mars, l'Espagne a franchi une étape importante dans la direction du Maroc en soutenant son plan de résolution du conflit de longue date au Sahara occidental. Madrid a clairement conçu cette décision pour s'attirer les faveurs de son voisin du sud, après une année au cours de laquelle leurs relations avaient été particulièrement tendues. Les célébrations à Rabat indiquent que les Marocains ont apprécié le geste. Mais, pour l'Espagne, cela peut s'avérer n'avoir que des avantages éphémères. Cette décision est stratégiquement à courte vue, car elle récompense la campagne de pression du Maroc contre l'Espagne – en exploitant sa vulnérabilité à la migration irrégulière – et incite à un comportement similaire à l'avenir. Dans le processus, l'Espagne risque de déclencher une nouvelle crise avec l'Algérie qui pourrait saper les efforts européens pour affronter la Russie à propos de sa guerre en Ukraine.

Cette décision surprise a été révélée lorsque le roi Mohammed

VI a révélé une partie du contenu d'une lettre privée du Premier ministre Pedro Sanchez. La lettre approuve la position de Rabat sur le Sahara Occidental, décrivant la proposition marocaine de 2007 pour l'autonomie sahraouie – qui intégrerait le territoire au Maroc – comme « la base la plus sérieuse, réaliste et crédible » pour résoudre le conflit. Cela fait suite à une décision similaire de Berlin. Dans le but de réparer ses propres relations avec Rabat, le gouvernement allemand a qualifié le plan du Maroc de « contribution importante ». L'Espagne est désormais le plus fervent partisan européen du plan d'autonomie du Maroc – même en comparaison avec la France, un proche allié du Maroc. Jusqu'à présent, Paris s'est abstenu d'utiliser des superlatifs pour approuver le caractère « sérieux et crédible » du plan.

Pourtant, alors que l'Europe s'efforce de défendre l'ordre international fondé sur des règles contre l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, il est particulièrement dangereux pour l'Espagne de soutenir les revendications marocaines sur le Sahara occidental – qu'elle a illégalement annexé en 1976. Ce faisant, Madrid a ouvert s'accuser de doubles standards.

Fondamentalement, les calculs de Madrid ont peu à voir avec le Sahara Occidental. La décision de l'Espagne n'est que le dernier pari d'un effort de longue haleine pour normaliser ses relations avec le Maroc. La relation est perturbée depuis que l'Espagne a autorisé le chef du Front Polisario – le mouvement indépendantiste sahraoui – à se faire soigner pour le covid-19 dans un hôpital espagnol en avril 2021. Le Maroc a riposté en assouplissant ses contrôles aux frontières, incitant environ 10 000 migrants à entrer Ceuta, une ville espagnole contestée en Afrique du Nord. Cette décision, que le ministre espagnol de la Défense a qualifiée de « chantage », s'inscrit dans un schéma dans lequel le Maroc utilise la migration pour tenter

de forcer l'Europe à accepter sa position sur le Sahara Occidental.

Le gouvernement espagnol a déjà fait plusieurs efforts pour apaiser Rabat. En juillet 2021, il a limogé son ministre des Affaires étrangères de l'époque, Arancha Gonzalez Laya. Quelques mois plus tard, le gouvernement espagnol a proposé de fournir du gaz naturel au Maroc. (Cela faisait suite à la décision de l'Algérie de mettre fin à son contrat avec le Maroc sur le gazoduc Maghreb-Europe – une décision motivée par une montée des tensions entre les deux rivaux.) Et, en janvier 2022, le roi d'Espagne a vanté l'amitié de son pays avec le Maroc. Pourtant, rien de tout cela n'a eu l'effet escompté sur le gouvernement marocain, qui a clairement indiqué qu'il n'accepterait rien de moins qu'une approbation espagnole de sa position sur le Sahara occidental.

En essayant de résoudre une crise à sa frontière sud, Madrid en a peut-être créé une autre. Et cela a peut-être compliqué les efforts européens pour affronter la Russie. Cette décision soudaine a provoqué un véritable choc et de la colère en Algérie, qui est depuis longtemps un fervent partisan du Front Polisario. L'Algérie a maintenant retiré son ambassadeur en Espagne en signe de protestation, mais rien ne garantit que les retombées politiques s'arrêteront là.

Compte tenu de la récente envolée des prix mondiaux de l'énergie, les exportations de gaz de l'Algérie lui fournissent une importante source de levier sur l'Europe. La Russie, l'un des partenaires les plus proches de l'Algérie, pourrait heureusement pousser le pays dans cette direction pour limiter la capacité de l'Europe à arrêter ses importations d'énergie russe. Et l'Europe dépend de l'Algérie

dans d'autres domaines importants, notamment la coopération antiterroriste au Sahel. La décision de Madrid pourrait sérieusement perturber cette coopération.

La décision du roi marocain de révéler la position espagnole sur le Sahara Occidental semble avoir laissé les responsables à Madrid lutter pour rattraper leur retard. Ils s'attendaient apparemment à ce que la lettre reste confidentielle, au moins jusqu'à ce que Sanchez se rende à Rabat. Cela a conduit à une confusion considérable quant à ce qu'a fait exactement le gouvernement espagnol, créant une forte impression que l'Espagne s'est simplement pliée à la pression marocaine sur le Sahara Occidental pour réparer leurs relations bilatérales.

Pour tenter de limiter les dégâts, l'Espagne a récemment envoyé son nouveau ministre des Affaires étrangères, José Manuel Albares, à une réunion avec l'envoyé de l'ONU pour le processus de paix au Sahara occidental, Staffan De Mistura – au cours de laquelle ils ont réaffirmé le soutien espagnol à une « solution mutuellement convenue en le cadre des Nations Unies ». L'Espagne a nié que sa décision représente un changement de politique fondamental, même si elle décrit cela comme un « tournant historique » qui crée une nouvelle base pour les relations bilatérales avec le Maroc. De telles contradictions ne font que souligner la confusion stratégique de Madrid.

On ne sait toujours pas si le Maroc a promis quoi que ce soit à l'Espagne en échange de son geste de soutien. Outre un engagement général à remettre les relations bilatérales sur une nouvelle base positive, Madrid a peut-être obtenu des assurances sur la coopération marocaine en matière de contrôle des migrations et la normalisation des relations avec Ceuta et

Melilla – deux villes espagnoles sur lesquelles le Maroc revendique la souveraineté. Ces questions figurent depuis longtemps sur la liste de souhaits de l'Espagne. Mais toute concession du Maroc dans ces domaines semble être limitée et non contraignante. Tout aussi important, la relation bilatérale a basculé en faveur de Rabat et sapé les futures positions de négociation de l'Espagne.

Cet épisode est un autre rappel de la façon dont les préoccupations de l'Europe concernant la migration et le terrorisme la rendent vulnérable à la coercition par des États étrangers. Si, comme il est probable, la Cour européenne de justice continue de se prononcer contre l'inclusion du Sahara occidental dans les relations commerciales de l'Union européenne avec le Maroc – une autre des principales revendications de Rabat – l'Espagne subira à nouveau la pression marocaine. En fin de compte, il est peu probable que Rabat change de tactique tant qu'il n'aura pas obtenu la pleine acceptation espagnole (et européenne) de sa revendication de souveraineté sur le Sahara Occidental.

La décision de l'Espagne tombe particulièrement au mauvais moment étant donné que le Maroc n'a pas participé au récent vote de l'Assemblée générale des Nations Unies pour condamner la guerre de la Russie contre l'Ukraine. En effet, il y a des indications que Rabat a depuis renforcé ses liens avec Moscou. La couverture apparente du Maroc entre l'Europe et la Russie est motivée par ses propres intérêts – y compris la nécessité de protéger les exportations de blé alors que les prix alimentaires intérieurs augmentent. À cet égard, il ne se comporte pas différemment des autres États du Moyen-Orient, comme Israël et les Émirats arabes unis.

Cependant, l'Europe fait de plus en plus de concessions à ses partenaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sans exercer sur eux son considérable levier économique et financier pour atteindre ses objectifs de politique étrangère. Le refus du Maroc de participer au vote de l'ONU a généré beaucoup de frustration parmi les pays européens. Cependant, jusqu'à présent, leur réponse a été d'augmenter les incitations du Maroc à la coopération. L'Espagne n'est pas la seule dans ce cas. Le 10 mars, peu après le vote, la Commission européenne a promis de mobiliser 8,4 milliards d'euros supplémentaires d'investissements au Maroc et annoncé un nouveau partenariat avec le pays intitulé Link Up Africa. Comme pour les concessions de l'Espagne, rien de tout cela n'a produit un changement favorable dans la politique marocaine.

Bien sûr, l'Espagne et l'UE doivent maintenir des liens étroits avec le Maroc – comme Albares l'a expliqué aujourd'hui au parlement espagnol. Mais cela ne devrait pas être exclusivement aux conditions du Maroc. En refusant d'utiliser leur influence sur le Maroc, l'Espagne et l'UE réduisent leur propre pouvoir de négociation et renforcent la perception parmi de nombreux dirigeants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord que les Européens sont des acteurs sans importance dans la région. L'Europe a une valeur économique, financière et politique pour ses partenaires régionaux que la Russie et même la Chine ne peuvent pas facilement reproduire. À une époque où l'UE ne peut protéger ses intérêts régionaux qu'en intensifiant la concurrence avec d'autres puissances mondiales, elle ne peut se permettre de faire des concessions sans fin pour si peu en retour.

Source

: <https://moroccomail.fr/2022/03/24/concessions-sans-fin-le-penchant-de-lespagne-pour-le-maroc/>